

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 27/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GREEN METALS

Parc d'activités vallée de l'Escaut ZI 9
BP 28
59264 Onnaing

Références : V2-2025.027
Code AIOT : 0007003360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement GREEN METALS implanté Parc d'activités vallée de l'Escaut ZI 9 B.P. 28 59264 Onnaing. L'inspection a été annoncée le 20/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024.

Elle a été réalisée dans le cadre d'une action nationale portant sur la thématique des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), composés organiques persistants. Cette action vise à établir un premier état des lieux quant à la présence de PFAS au sein des rejets aqueux de divers secteurs industriels dont fait partie le site GREEN METALS France à Onnaing.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GREEN METALS
- Parc d'activités vallée de l'Escaut ZI 9 B.P. 28 59264 Onnaing
- Code AIOT : 0007003360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GREEN METALS est une société de traitement (compactage) de déchets métalliques en provenance de l'industrie automobile. Le site a une capacité de traitement de métaux de 250 t/j. GREEN METALS dispose également de personnel détaché chez Toyota Motor Manufacturing France (TMMF) pour le suivi du tri des déchets valorisables avant expédition directe dans les centres de valorisation (tri à la source).

L'établissement est réglementé par arrêté préfectoral d'autorisation du 15 novembre 2005 au nom de la SA TOYOTA TSUSHO EUROPE, modifié par les arrêtés complémentaires du 21 février 2012, du 19 octobre 2012, du 14 octobre 2014, du 29 décembre 2017 et du 02 avril 2020.

Un récépissé de déclaration de reprise d'exploitation par la SAS GREEN METALS France a été délivré le 8 juin 2006.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société GREEN METALS France a mis en œuvre les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation. Elle a réalisé les 3 campagnes d'analyses réglementaires mensuelles en mai, septembre et octobre 2024. Même si les 2 dernières campagnes n'ont pas été réalisées dans le délai fixé par l'arrêté précité, il est constaté que, sur le fond, ce premier état des lieux a permis de vérifier que la quantité de PFAS présente dans les rejets aqueux du site GREEN METALS France à Onnaing est non

significative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Le site GREEN METALS France est concerné par les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux PFAS présents dans les rejets aqueux puisque, selon son arrêté d'autorisation, il relève de la rubrique n° 2791 de la nomenclature des installations classées (régime de l'autorisation pour cette rubrique) L'inventaire des substances PFAS a été réalisé à travers les fiches données sécurité des produits chimiques utilisés. il a également été réalisé via l'huile utilisée pour éviter la corrosion sur les déchets de métaux venant du site Toyota Motor Manufacturing France (TMMF). Il n'a pas été identifié de PFAS lors de cet inventaire. L'exploitant indique par ailleurs que des mousses d'extinction d'incendie ont pu être utilisées sur le site d'Onnaing mais en quantité très limitée. Par conséquent, les substances analysées lors des 3 campagnes mensuelles concernaient uniquement les substances listées au 1° et 2° de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 précité, c'est à dire le fluor organique adsorbable (AOF) et les 20 PFAS obligatoires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

<p>Constats :</p> <p>Le site GREEN METALS France dispose de 2 points de rejet des effluents aqueux. Le premier concerne les eaux sanitaires et le second les eaux pluviales. Ce dernier concerne les eaux pluviales de toitures et des voiries. Ces eaux pluviales sont dirigées dans le bassin tampon du site industriel (les eaux de voiries sont préalablement traitées via un débourbeur-deshuileur avant d'être rejetées dans le bassin tampon). Le point de rejet est situé en aval de ce bassin tampon et il est le seul rejet susceptible d'être contaminé par des PFAS.</p> <p>Compte-tenu de la rubrique d'autorisation n° 2791, la société GREEN METALS France était concernée par la 3ème vague de campagnes de mesure. A ce titre, elle devait réaliser ses campagnes de mesures en mars, avril et mai 2024. Dans les faits, l'exploitant a effectué ses 3 prélèvements "24 heures" les 21 mai, 17 septembre et 29 octobre 2024. Ce retard n'est toutefois pas préjudiciable.</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés par le laboratoire SGS Evry (agence de Templemars). Les analyses des 20 PFAS listés dans l'arrêté du 20 juin 2023 et du paramètre AOF ont été confiées principalement au laboratoire SGS Rotterdam (Pays-Bas). L'analyse du paramètre AOF a été sous-traitée à une autre agence SGS située en Belgique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le laboratoire SGS Evry (agence de Templemars - 59175) qui a effectué les prélèvements est accrédité COFRAC sous le n° 1-6446. Son accréditation concerne les prélèvements d'eau. Quant au laboratoire SGS Rotterdam qui a réalisé les analyses, il est accrédité par l'organisme des Pays-Bas RvA sous le n° L-028. Les analyses PFAS selon la norme internationale EN ISO/IEC 17025-2017 sont couvertes par cette accréditation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Exigences pour le prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon le rapport du laboratoire SGS, les prélèvements ont été effectués pendant des périodes de fonctionnement normal de l'installation. Les prélèvements ont été réalisés au niveau d'une zone de mélange afin d'avoir une bonne homogénéisation de l'effluent par référence au guide technique de prélèvement/échantillonnage FD T90-523-2 "Qualité de l'eau - guide de prélèvement pour le suivi de la qualité des eaux dans l'environnement - prélèvement des eaux résiduelles". Ils ont été effectués pendant une période de 24 heures. La température et le pH ont été mesurés en continu. Le transport des échantillons vers le laboratoire d'analyses a été réalisé dans une enceinte maintenue à une température de 5° C /- 3° C conformément aux prescriptions de la norme NF EN ISO 5667-3 "conservation et manipulation des échantillons d'eau". L'analyse des 20 substances PFAS a été réalisée sous accréditation selon la norme ISO 21675 "Qualité de l'eau - Détermination des substances d'alkyle polyfluorés (SPFA) dans l'eau".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/l est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/l, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par référence au rapport de l'organisme SGS, les concentrations des substances PFAS des 3 campagnes mensuelles ont été mesurées dans le respect de la limite de quantification de 100 ng/l. En ce qui concerne le paramètre AOF, la limite de quantification de 2 µg/l est également respectée pour les 3 campagnes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : En utilisant le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet, GIDAF, l'industriel a mis en ligne les résultats de ses 3 campagnes mensuelles. Il a également mis en ligne le rapport SGS intitulé "GREEN METALS France SAS - Bilan 24 du rejet d'eaux pluviales - Campagne PFAS", daté du 03/12/2024. Ce document reprend les conditions de réalisation des campagnes mensuelles et les résultats des campagnes de mesures réalisées en mai, septembre et octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite